Interlude

Daniel Borrillo

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/revdh/254>

DOI : 10.4000/revdh.254

ISSN : 2264-119X

Éditeur

Centre de recherches et d'études sur les droits fondamentaux

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2012

Référence électronique

Daniel Borrillo, « Interlude », *La Revue des droits de l'homme* [En ligne], 2 | 2012, mis en ligne le 11 décembre 2013, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/revdh/254> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/revdh.254>

Ce document a été généré automatiquement le 22 septembre 2020.

Tous droits réservés

Interlude

Daniel Borrillo

- 1 La poétesse argentine Maria Helena Walsh dans une chanson pour enfants résume parfaitement l'esprit de notre rencontre.
- 2 La chanson s'intitule « En el país del Nomeacuerdo »¹ :
*En el país de Nomeacuerdo
doy tres pasitos y me pierdo.
Un pasito para aquí,
no recuerdo si lo di.
Un pasito para allá,
¡Hay que miedo que me da!
Un pasito para atrás,
y no doy ninguno mas.
Porque ya, ya me olvidé
donde puse el otro pie.*
- 3 Cette chansonnette fut censurée par la dictature militaire. Les généraux avaient bien compris l'appel de l'écrivaine à ne pas oublier notre histoire au risque de nous perdre et surtout de perdre à tout jamais la démocratie.
- 4 À la même époque, l'écrivain uruguayen Eduardo Galeano, aussi censuré et forcé à l'exil, écrivait *Les Veines ouvertes de l'Amérique latine*² pour nous rappeler l'histoire du pillage des ressources naturelles, humaines et culturelles depuis la colonisation espagnole jusqu'à l'époque contemporaine. D'après Galeano l'absence de mémoire conduit souvent vers l'impunité et le crime d'État.
- 5 Comment ne pas évoquer également un autre grand esprit du *Rio de la Plata* (à un an de sa mort) : Ernesto Sabato. Il dirigea la célèbre CONADEP (Commission nationale d'enquête sur la disparition des personnes) qui a enquêté sur les crimes commis par la dictature argentine entre 1976 et 1983. Le travail de ladite commission a pu mener au procès des militaires de la Junta. « *Seuls ceux capables d'incarner une utopie pourront prendre part au combat décisif pour récupérer l'humanité perdue* », écrivait Ernesto Sabato en guise de conclusion de son travail³.
- 6 Dans le procès contre les militaires argentins, le procureur de la République Julio Strassera conclut son accusation avec la phrase suivante : « *Messieurs les juges, je veux*

renoncer expressément à toute prétention d'originalité. Je voudrais utiliser une expression qui ne m'appartient pas car elle appartient à tout le peuple argentin. Messieurs les juges : Plus jamais !

»

- 7 Les dictatures militaires ne sont pas une spécificité argentine, entre 1960 et 1980 presque la totalité des pays du Cône sud ont souffert d'une forme ou d'une autre d'autoritarisme et de coups d'État⁴. La lutte contre le communisme qui a émaillé la période de la guerre froide fut la justification politique de la mise en place des régimes militaires encouragés et soutenus par les différents gouvernements des États-Unis. L'affaiblissement du bloc de l'Est a produit un changement de la politique extérieure étatsunienne, favorable désormais à une démocratisation de la région. Mais, à l'exception du cas argentin, les militaires ne furent pas inquiétés et même ceux qui furent jugés ont, par la suite, bénéficié de lois d'amnistie. Ainsi, en 1986, le gouvernement de Raúl Alfonsín a voté une loi dite « *point final* », puis un an plus tard, la loi du « *Devoir d'obéissance* » qui mettait fin à la mise en accusation de militaires pour violations des droits de l'Homme du temps de la dictature (en 2005 la Cour Suprême les a déclarés contraires à la Constitution). Au Brésil, en août 1979 le vote d'une loi d'amnistie « *des crimes politiques et connexes* » a permis le retour des exilés politiques au pays, mais protégé également les tortionnaires. L'ancien dictateur guatémaltèque, Efraín Ríos Montt, poursuivi par la justice espagnole, n'a jamais été inquiété dans son pays ; il a même pu se présenter à l'élection présidentielle de 2003. Des lois d'amnistie ont été votées en 1984 et 1990 au Paraguay et la loi « *Caducité de la Prétention Punitiva d'État* » a été votée en 1986 en Uruguay. Toutefois, la victoire de la gauche dans les pays de la région dans les années 2000 et l'action des cours suprêmes et des commissions de vérité ont permis non seulement de rouvrir le débat mais aussi d'abroger ces lois d'amnistie et de condamner beaucoup d'anciens militaires impliqués dans les crimes d'État. Si les choses commencent à changer, un long chemin reste encore à parcourir. Ce séminaire constitue un petit pas de plus vers le devoir de mémoire en Amérique latine.

- 8 Pour finir, je voudrais lire vous lire une partie du prologue du Rapport Sabato, d'abord en espagnol puis en français :

« ... Las grandes calamidades son siempre aleccionadoras, y sin duda el más terrible drama que en toda su historia sufrió la Nación durante el período que duró la dictadura militar iniciada en marzo de 1976 servirá para hacernos comprender que únicamente la democracia es capaz de preservar a un pueblo de semejante horror, que sólo ella puede mantener y salvar los sagrados y esenciales derechos de la criatura humana. Únicamente así podremos estar seguros de que NUNCA MAS en nuestra patria se repetirán los hechos que nos han hecho trágicamente famosos en el mundo civilizado...⁵ »

- 9 C'est sur la tutelle bienveillante de ces trois grands esprits – Maria Elena Walsh, Eduardo Galeano et Ernesto Sabato lesquels, avec la plume et l'exil, nous ont enseigné le devoir de mémoire – que l'on lira les contributions suivantes de mes collègues et amis Salomon Lerner Febres, Marcela Gutierrez, José María Gomez et Sandrine Lefranc.

10

Ce média ne peut être affiché ici. Veuillez vous reporter à l'édition en ligne <http://journals.openedition.org/revdh/254>

NOTES

1. Au pays de Je-ne-me-souviens-pas

Je fais trois petits pas et je me perds.

Un petit pas par ici,

Je ne sais plus si je l'ai fait.

Un petit pas par là

J'ai horreur de tout cela !

Un petit pas vers l'arrière

Et je ne fais plus rien

Parce j'ai déjà oublié

Où j'avais mis mon autre pied.

2. Eduardo Galeano, *Les Veines ouvertes de l'Amérique Latine*, Paris, Plon, 1981

3. Le 20 septembre 1984, l'écrivain rend au président Raul Alfonsín le Rapport publié sous le titre « *Nunca Mas* » (Plus jamais), Ed. Eudeba, Buenos Aires 1984. Dans ledit rapport, la commission démontre la violation aux droits de l'homme les plus élémentaires à travers un impressionnant recueil de témoignages et de documents confisqués à la dictature militaire entre le 23 mars 1976 et le 10 décembre 1983.

4. Argentine : dictature, 1976-1982. Bolivie : dictature, 1964-1982. Brésil : dictature, 1964-1985. Chili : dictature 1973-1989. Guatemala : guerre civile, 1960-1996. Paraguay : dictature, 1973-1985. Pérou : guérilla et contre insurrection, 1980-2000. Salvador : guerre civile, 1979-1992. Uruguay : dictature, 1973-1985.

5. « [...] Les grands calamités nous laissent toujours une leçon et, sans aucun doute, le drame le plus terrible qu'a vécu l'Argentine dans toute son histoire durant la période de la dictature militaire initié en mars 1976 servira à nous faire comprendre que seule la démocratie est capable de préserver le peuple d'un tel horreur, que seul la démocratie peut maintenir et sauvegarder les droits essentiels et sacrés de la créature humaine. Uniquement ainsi nous pourrions être sûrs que PLUS JAMAIS dans notre patrie se répéteront les faits qui nous ont rendus tragiquement célèbres dans le monde civilisé... »

AUTEUR

DANIEL BORRILLO

Maître de conférences à l'Université de Paris Ouest-Nanterre la Défense